

Lausanne et région

Des idées pour contrer l'insécurité aux Boveresses

Lausanne

Face aux problèmes constatés à l'école, parents, profs et acteurs socio-éducatifs proposent des mesures. La Ville approuve

Romarc Haddou

À l'origine, il y a un constat. Des enseignantes de 1P à 4P du collège de Coteau Fleuri, aux Boveresses, trouvent que les situations difficiles sont trop récurrentes et parfois ingérables. «Nous avions affaire à différents problèmes créant de l'insécurité et face auxquels nous manquions d'autorité: incivilités, violences, harcèlement..., raconte aujourd'hui l'une d'elles. Nous étions démunies, en particulier face aux attaques verbales et aux effets de groupe.»

Décidées à endiguer le phénomène et conscientes de la nécessité d'impliquer les parents, elles sont une douzaine à se réunir en Communauté d'apprentissage professionnelle (CAP), accompagnées par la chargée de prévention de la Brigade Jeunesse Belinda Forney et la médiatrice scolaire Claude Zyrd. Le projet «Sécurité, tous concernés» voit le jour et durera plus de deux ans.

Recenser les craintes

Dans le but de créer des liens entre l'école et les familles, les parents viennent d'abord dans les classes pour partager leur propre vécu scolaire. Les enfants, quant à eux, dessinent «l'école de leurs parents», donnant lieu à une exposition. Puis ils sont invités à s'exprimer sur les endroits où ils se sentent plus ou moins en sécurité. Leurs besoins ainsi que des pistes pour se sentir mieux émergent. De leur côté, parents et enseignants se réunissent à plusieurs reprises pour dresser un état des lieux des attentes et inquiétudes respectives.

«Le fait qu'une telle action soit impulsée signifiait que le mal était profond, confie un père de famille. Personnellement, j'avais eu écho de tensions sans me rendre compte de leur ampleur.» A ses côtés, une maman dit l'importance de s'impliquer: «Je suis là depuis moins de trois ans, et c'est un moyen de



Enseignants et parents de l'école primaire Coteau Fleuri ont élaboré des propositions. PH. MAEDER

s'intégrer. Ces problèmes nous concernent tous, nous ne pouvons pas rester inactifs.»

Face à la quantité de sujets évoqués, deux intervenantes extérieures, Véronique Husi, enseignante et intervenante en thérapie sociale, ainsi que Béatrice Sudan, médiatrice, viennent renforcer l'équipe.

Finalement, après des mois de discussions et d'échanges, des idées sont présentées mi-janvier en présence notamment de David Payot, municipal Enfance, jeunesse et quartiers. «C'est une démarche très intéressante puisque la mission d'enseignement doit être en prise directe avec la vie réelle, souligne ce dernier. Ils ont agi de manière autonome et c'est une richesse. Les projets décrétés par les autorités ont moins d'impact que si les acteurs du quartier les élaborent et s'en font les porte-parole.»

Impliquer les plus grands

Les propositions touchent aussi bien l'école que ses abords. Les plus grands pourraient par

exemple devenir des «modèles positifs». Encadrés par des adultes, ils aideraient et surveilleraient les petits pendant les pauses communes. Un système de parrainage sportif est aussi à l'étude. «L'idée, c'est d'ouvrir des lieux habituellement fermés pour que les aînés coachent des groupes plus jeunes. Là aussi, la démarche est déjà en cours auprès de la Fondation Idée Sport.» Une grande fête annuelle et un tournoi de football sont envisagés, pour donner vie au quartier tout en mélangeant familles et enseignants. De même qu'une permanence mensuelle tenue par des professionnels pour permettre aux habitants d'y déposer idées ou préoccupations.

Finalement, sur le plan de la sécurité, les participants relèvent que les abords de l'école ne sont pas assez éclairés ou encore que la signalisation routière est insuffisante, mettant les enfants en danger. «On fait de la prévention en leur apprenant à traverser sur des passages piétons, mais il n'y

en a pas autour de l'établissement car il s'agit d'une zone 30, c'est quand même paradoxal.» La cour de récréation, avec trop de béton et pas assez d'espaces verts, nécessiterait aussi des améliorations. Contacté, le Centre d'orientation et de formation professionnelles (COFOP), dont les élèves ont par exemple décoré les armoires électriques de la ville, pourrait proposer un concept pour la repenser.

Idées à concrétiser

«Il faut maintenant que les choses aboutissent et s'inscrivent dans la durée», espèrent les participants. «L'étape suivante sera de rassembler ces idées et de voir comment nous pouvons les mettre en place, annonce David Payot. Une campagne d'éducation sur le thème du respect va être lancée et la première étape consistera en un appel à projets. Certains points pourraient entrer dans ce cadre. De manière générale, j'ai la volonté de donner plus de moyens aux projets associatifs à Lausanne.»

Redevenir fier de son quartier

● Cette large réflexion est aussi l'histoire d'un rapprochement entre certains parents et l'institution scolaire. «Il peut y avoir des préjugés. Il fallait donc créer un lien de confiance autour d'un objectif commun pour libérer la parole, décryptent les intervenantes en thérapie sociale. Les parents ont été touchés d'être pris en compte et de pouvoir livrer leur vision de la réalité.» Petit à petit, chacun s'est confié et tous se sont rendu compte qu'ils vivaient des situations similaires sans avoir l'opportunité de le dire. «Ils ont exprimé leurs

craintes, leurs réalités, et ce qui en est sorti dépasse nos attentes. Les gens ont pris conscience qu'ils vivent dans ce quartier, qu'ils n'en sont pas des victimes mais plutôt des acteurs. Leur regard sur eux-mêmes et sur leur environnement a changé.»

Car l'objectif était aussi de responsabiliser les parents, «de sortir de l'impuissance où vous appelez la police car vous imaginez qu'elle est seule à pouvoir agir». Et de combattre l'image qui peut coller à ce quartier réputé difficile. «Il est populaire, avec des revenus inférieurs à la moyenne

lausannoise, et présente une difficulté urbanistique puisque l'autoroute peut donner un sentiment d'isolement, observe David Payot. Un contrat de quartier a été développé de 2014 à 2016 et a permis d'œuvrer pour le journal local ou encore la halte jeux.» Pour le municipal, cet outil communal est à mettre en parallèle de l'actuelle action citoyenne. «Les préoccupations sont partagées, même si cette dernière a été menée avec beaucoup d'indépendance. Le contrat de quartier a peut-être montré que de telles initiatives sont possibles.»